



En préalable à ce CSA-D, nos organisations CGT-Educac'tion, FSU et UNSA-Education tiennent à exprimer leur inquiétude quant aux formes du dialogue social et de la concertation dans la prochaine année scolaire. En effet, il n'est pas de bonne méthode, à notre avis, de terminer une année sur le déni total des problèmes rencontrés.

Or, c'est bien là l'exercice auquel s'est livré M. le Préfet de l'Allier, accompagné de Md. la Dasen, devant le Conseil départemental de l'Allier, traitant de "psychodrames" les mobilisations communales, de quartiers et départementales, relatives à la carte scolaire, et s'étonnant qu'on lui dise chaque année que cette année est la pire en matière de carte scolaire et de non-concertation.

Effectivement, un peu comme avec le réchauffement climatique, chacune des années écoulées depuis maintenant quatre ans, a bel et bien été en la matière pire que la précédente, d'une part parce que les réductions de moyens et de postes s'accumulent, d'autre part car en effet, en 2025-2026, la non-concertation et l'évolution hors sol et en roue libre de M. le Préfet et de Md. la Dasen ont battu tous les records.

La suffisance et l'ignorance ont dépassé toute caricature lorsque M. le Préfet a entrepris d'expliquer aux élus que, de nos jours, les parents peuvent bien faire des kilomètres et émettre du CO2 pour conduire leurs enfants à l'école, puisqu'ils sont déjà bien obligés de le faire pour aller chercher du pain, et qu'ils pourront conduire demain leurs enfants dans ce que l'on peut supposer être de futures plates-formes scolaires multimodales fantasmées, comme ils vont chez Ikéa ou chez Conforama.

M. le Préfet ne pouvait mieux choisir sa comparaison, puisque, comme il semble l'ignorer, il n'y a pas d'Ikéa dans l'Allier !

Nous attirons l'attention de M. le Préfet et de Md. la Dasen sur le fait qu'ils seraient bien en peine de dire quand les citoyens de ce pays ont bien pu voter lors d'un scrutin national en faveur de la concentration des écoles et établissements dans des plates-formes "Ikéa".

Notre inquiétude n'implique aucun a priori sur les méthodes de Md. la Dasen nouvellement nommée en mai dernier, mais découle de l'orientation politique manifestée par de tels propos, qui vont rester. Et nous nous interrogeons sur le fait suivant : le choix de répondre à la demande de tous les représentants du personnel de tenir un CSA-D dans les deux mois, par des dates se situant au cœur du mois de juillet, augure-t-il du choix politique de maltraiter dialogue social et concertation ?